

CIRPES - Centre
Interdisciplinaire de
Recherches sur la Paix et
d'Etudes Stratégiques

-- Le Débat stratégique - Le débat stratégique N°98 Juillet 2008 --

Le débat
stratégique
N°98 Juillet
2008

**L'impact des politiques
de sécurité globales sur
la politique de défense
nationale peut détruire
le politique comme
activité démocratique
rationnelle.**

Alain Joxe

Alain Joxe
samedi 28 juin 2008

Il est vrai que jusqu'à présent, c'est l'impact de la politique des Etats sur les politiques de sécurité qui reste le fondement obligatoire de la souveraineté. Mais en inversant la proposition, on peut montrer que l'impact des politiques de sécurité globales sur la politique de défense nationale pourrait détruire la politique comme activité démocratique rationnelle.

L'insécurité et sa neutralisation permanente par la sécurisation est une autre manière de désigner la peur de la guerre dont on sait qu'elle est à la racine de la demande (Hobbesienne) de protection qui légitimise le monopole étatique de la force armée jusque dans l'état de siège et la loi martiale. M

Mais si le danger ne vient pas d'un ennemi, même de classe, mais d'une entité imaginaire, si on mêle les missions de sécurisation contre les ras de marée et les missions de protection contre les réseaux terroristes, la raison s'égaré dans les manipulations et les inquiétudes globales qui justifient l'unification transétatiques des politiques sécuritaires. Toutefois cette raison n'est pas perdue pour tout le monde. Elle joue à la hausse une vision du pouvoir comme pouvoir d'exception permanent, selon le schéma de Carl Schmitt, donc la promotion d'un déclin de la démocratie.

Au printemps 2007 à l'occasion d'un colloque de l'université de Gènes, bien avant la décision de proposer un nouveau livre blanc, on a pu montrer que l'effort fait pour définir correctement le terrorisme global et son contrôle global est parfaitement vain, si l'on peut montrer que cette chose n'existe pas réellement politiquement mais qu'elle existe seulement dans une représentation fantasmée du monde, propre à la culture politique américaine, pour diverses raisons, que nous n'avons pas, en Europe, à entériner, au départ.

Dans ce combat des sciences sociales (puisque la représentation de la réalité sociale est de leur responsabilité), il faut montrer que la médiatisation actuelle de l'insécurité est une entreprise qui fonctionne comme addiction grâce à la confusion, à l'effacement de la frontière entre l'imaginaire et le réel. Mais cette frontière, celle du passage à l'acte, n'est pas du tout imaginaire elle-même, on peut donc réellement la restaurer quand il le faut, par un acte de réflexion. Bien définir le réel des processus à l'origine du système actuel, pour maîtriser les causes publicitaires et laisser les représentations fantasmatiques au rang de conséquences du système.

Même s'il est vrai que les représentations illusoires deviennent des réalités quand elles s'emparent des peuples, ou même des hauts commandements, on doit admettre aussi qu'elles peuvent s'évanouir quand la représentation de la réalité est assumée par les peuples.

On dispose heureusement d'une première documentation sur le contenu possible d'un débat démocratique sur le livre blanc dans les compte rendus des dépositions faites à la commission de la défense de l'Assemblée Nationale et du Sénat et des questions et réponses qu'elles ont suscitées chez les élus, le débat qui s'y est esquissé et qui paraît en annexe du livre blanc (tome II) n'a pour ainsi dire rien à voir avec la démarche rédactionnelle doctrinaire du livre blanc, unifié par les directives de départ les décisions politiques et militaires concrètes prises pendant sa rédaction.